

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 29 mai 1897.

M 31.

Samstag, 29. Mai 1897.

Loi du 28 mai 1897, sur le domicile de secours.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 4 mai courant et celle du Conseil d'Etat du 7 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les administrations communales organiseront les moyens convenables de donner des secours publics aux nécessiteux, conformément à la présente loi.

A cet effet, elles voteront des subsides aux bureaux de bienfaisance, ouvriront des souscriptions et feront faire des collectes pour le soulagement des pauvres infirmes et malades ; elles prendront, suivant les circonstances, des mesures pour occuper les pauvres valides à des travaux d'utilité locale, ou pour leur procurer un autre travail salarié.

I. — Domicile de secours.

A. — DES LUXEMBOURGEOIS.

Art. 2. Le Luxembourgeois, né légitime ou légitimé, a son domicile de secours, à partir de son émancipation ou de sa majorité, dans la commune où son père habitait au moment de sa naissance.

Gesetz vom 28. Mai 1897, über den Hilfswohnsitz.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 4. Mai 1897, und derjenigen des Staatsrathes vom 7. desj. Mts., gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die Gemeindeverwaltungen haben die geeigneten Anordnungen zu treffen, um den Hilfsbedürftigen, gemäß dem gegenwärtigen Gesetze, öffentliche Unterstützung angedeihen zu lassen.

Sie haben zu diesem Zwecke den Wohlthätigkeitsbüreaus Beisteuern zu bewilligen, Subskriptionen zu eröffnen und zur Erleichterung der gebrechlichen und kranken Hilfsbedürftigen Geldsammlungen vornehmen zu lassen ; je nach den Umständen sollen sie Maßnahmen treffen, um die rüstigen Hilfsbedürftigen mit Arbeiten örtlichen Nutzens zu beschäftigen oder denselben sonstige Lohnarbeit zu verschaffen.

I. — Hilfswohnsitz.

A. — Hilfswohnsitz der Luxemburger.

Art. 2. Der Luxemburger, der als eheliches Kind geboren oder der später legitimirt worden ist, hat von seiner Emancipation oder seiner Großjährigkeit ab seinen Hilfswohnsitz in der Gemeinde, wo zur Zeit seiner Geburt der Vater seinen Wohnsitz hatte.

Si le père était mort à cette époque, ou si l'intéressé est enfant naturel, il a son domicile de secours dans la commune où sa mère habitait au moment de sa naissance.

Si son père ou sa mère, quoique de nationalité luxembourgeoise, n'habitait pas le Grand-Duché au moment de sa naissance, ou si le lieu de l'habitation qu'ils avaient alors ne peut être découvert, le lieu où il est né est son domicile de secours.

S'il est né à l'étranger d'un Luxembourgeois qui, au moment de sa naissance, n'habitait pas le Grand-Duché, il a pour domicile de secours le lieu où ses auteurs ont conservé le leur.

Art. 3. Les dispositions de l'article qui précède seront sans application lorsque le père ou la mère de l'intéressé a, pendant sa minorité, habité une autre commune dans les conditions requises pour y acquérir domicile de secours : auquel cas le domicile de secours du père ou de la mère sera celui de l'intéressé.

Art. 4. L'enfant mineur non émancipé a, s'il est légitime ou légitimé, le même domicile de secours que son père ; en cas de décès du père, le même domicile de secours que la mère ; en cas de décès des père et mère, le domicile de secours que le dernier mourant des parents avait au moment de son décès.

S'il est enfant naturel, même reconnu par son père, il a le même domicile de secours que sa mère, ou, lorsque celle-ci est décédée, le domicile de secours qu'elle avait au moment de son décès.

Art. 5. Les enfants trouvés, nés de père ou de mère inconnus, les enfants abandonnés et les orphelins, ainsi que les aliénés, les aveugles et les sourds-muets, dont le domicile de secours ne peut être déterminé, ont leur domicile de secours dans la commune sur le territoire de laquelle ils ont été trouvés.

War der Vater zu dieser Zeit bereits todt, oder ist der Interessent ein uneheliches Kind, so hat letzterer seinen Hilfswohnsitz in der Gemeinde, wo zur Zeit seiner Geburt die Mutter ihren Wohnsitz hatte.

Hatten zur Zeit seiner Geburt Vater oder Mutter, obschon luxemburgischer Nationalität, ihren Wohnsitz außerhalb des Großherzogthums, oder ist deren damaliger Wohnsitz nicht zu ermitteln, so hat er seinen Hilfswohnsitz an dem Ort, wo er geboren ist.

Ist er im Auslande geboren von einem Luxemburger, der zur Zeit seiner Geburt seinen Wohnsitz nicht im Großherzogthum hatte, so ist sein Hilfswohnsitz der Ort, wo seine Eltern den ibrigen beibehalten haben.

Art. 3. Die Bestimmungen vorstehenden Artikels finden keine Anwendung, falls Vater oder Mutter des Interessenten während dessen Minderjährigkeit ihren Wohnsitz in einer anderen Gemeinde gehabt unter den zur Erlangung des Hilfswohnsitzes erforderlichen Bedingungen: in diesem Falle ist der Hilfswohnsitz des Vaters oder der Mutter derjenige des Interessenten.

Art. 4. Das minderjährige, nicht emanzipirte Kind hat, wenn es ehelich geboren oder legitimirt ist, denselben Hilfswohnsitz wie sein Vater, im Falle des Ablebens des Vaters denselben Hilfswohnsitz wie seine Mutter, und, im Falle des Ablebens von Vater und Mutter, denjenigen Hilfswohnsitz, welchen der zuletzt Verstorbene im Augenblicke seines Todes besaß.

Das uneheliche, selbst vom Vater anerkannte Kind hat denselben Hilfswohnsitz wie seine Mutter, oder, im Falle des Ablebens der Letztern, den Hilfswohnsitz, welchen dieselbe zur Zeit ihres Todes hatte.

Art. 5. Die Findelkinder, deren Vater oder Mutter unbekannt sind, die verlassenen Kinder und die Waisen, sowie die Irren, Blinden und Taubstummen, deren Hilfswohnsitz nicht ermittelt werden kann, haben ihren Hilfswohnsitz in der Gemeinde, auf deren Gebiet sie aufgefunden worden sind.

Art. 6. La commune où l'indigent peut participer aux secours publics est remplacée, comme domicile de secours, par la commune où il a habité pendant quatre années consécutives et ce nonobstant des absences momentanées.

Art. 7. La femme mariée a le domicile de secours de son mari.

Art. 8. La veuve, la femme divorcée ou séparée de corps, la femme dont le mari a disparu ou réside à l'étranger, conservent le domicile du mari jusqu'à ce qu'elles en aient acquis un autre par elles-mêmes.

Les enfants mineurs qui sont confiés à la femme divorcée suivent la condition de leur mère.

Art. 9. Le mineur émancipé ou devenu majeur comptera, pour l'acquisition d'un nouveau domicile de secours, l'habitation de ses parents antérieure à sa majorité ou à son émancipation.

La veuve, la femme divorcée ou séparée de corps, compteront de même l'habitation du mari antérieure au décès, au divorce ou à la séparation.

La femme dont le mari a disparu ou réside à l'étranger, comptera le temps pendant lequel son mari a habité la commune avant sa disparition ou son départ.

B. — ÉTRANGERS.

Art. 10. Aucun étranger ne peut acquérir un domicile de secours dans le Grand-Duché, s'il n'est autorisé à s'y fixer par arrêté grand-ducal en conformité de l'art. 13 du Code civil et qu'ensuite il n'ait fait déclaration à une administration locale de vouloir prendre domicile dans la commune.

L'étranger admis et ayant fait cette déclaration acquiert son domicile de secours même dans une commune autre que celle où il a fait

Art. 6. Die Gemeinde, wo der Hilfsbedürftige an den öffentlichen Unterstützungen theilnehmen kann, wird als Hilfswohnsitz durch diejenige ersetzt, in welcher er während vier aufeinanderfolgender Jahre gewohnt hat, ungeachtet zeitweiliger Abwesenheiten.

Art. 7. Die verheirathete Frau hat den Hilfswohnsitz ihres Mannes.

Art. 8. Die Witwe, die geschiedene oder von Tisch und Bett getrennte Frau, sowie die Frau deren Mann verschollen ist oder im Ausland wohnt, behalten den Hilfswohnsitz ihres Mannes bei, bis sie einen andern durch sich selbst erworben haben.

Die minderjährigen, der geschiedenen Frau anvertrauten Kinder theilen den Hilfswohnsitz ihrer Mutter.

Art. 9. Dem Minderjährigen, welcher emancipirt oder großjährig geworden ist, wird, zur Erlangung eines neuen Hilfswohnsitzes, die seiner Großjährigkeit oder Emancipirung vorhergegangene Aufenthaltsdauer seiner Eltern angerechnet.

Der Witwe, der geschiedenen oder von Tisch und Bett getrennten Frau wird ebenfalls die dem Tode des Gatten, der Ehescheidung oder der Trennung vorhergegangene Aufenthaltsdauer des Mannes angerechnet.

Der Frau, deren Mann verschollen ist oder im Ausland wohnt, wird die Zeitdauer angerechnet, während welcher derselbe die Gemeinde vor seinem Verschwinden oder seiner Abreise bewohnt hat.

B. — Hilfswohnsitz der Ausländer.

Art. 10. Kein Ausländer kann einen Hilfswohnsitz im Großherzogthum erlangen, wenn er nicht, gemäß Art. 13 des Civilgesetzbuches, durch Großh. Beschluß zur Niederlassung im Großherzogthum ermächtigt ist und der Ortsbehörde die Erklärung abgegeben hat, daß er in der Gemeinde seinen Wohnsitz nehmen will.

Der Ausländer, welcher zur Niederlassung zugelassen worden ist und obige Erklärung abgegeben hat, erlangt seinen Hilfswohnsitz selbst in

sa déclaration, s'il y demeure pendant quatre ans consécutifs et ce nonobstant des absences momentanées et qu'il supporte les charges et les contributions qui lui sont imposées d'après les lois générales du pays.

Art. 11. L'étranger devenu Luxembourgeois peut porter en ligne de compte, pour l'application de l'art. 6, la durée de son habitation dans le pays antérieure à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise.

S'il n'a pas acquis, par l'effet de l'habitation, un domicile de secours dans le pays, ce domicile sera, s'il est enfant légitime ou légitimé, au lieu où son père habitait au moment de sa naissance ; si le père était mort à cette époque, ou si l'intéressé est enfant naturel, au lieu où sa mère habitait au moment de sa naissance ; si le père ou la mère n'habitaient pas le Grand-Duché à cette époque, au lieu où il est né.

II. — Des séjours et des absences.

Art. 12. Seront considérés comme momentanés, pour l'application de la présente loi, les séjours et les absences dont la durée, dans leur ensemble, n'aura pas dépassé respectivement le terme de six mois, sauf le cas de force majeure résultant de maladie.

Art. 13. N'est point comptée soit comme temps d'habitation, soit comme temps d'absence, la durée du séjour sur le territoire d'une commune, des gendarmes et soldats volontaires en service actif, n'ayant pas le grade d'officier, ainsi que des douaniers n'ayant pas le grade de receveur.

Il en est de même de la durée du séjour des détenus et des individus mis à la disposition du Gouvernement dans les prisons et autres lieux ; des aliénés dans les maisons de santé, des individus admis ou placés dans des établissements de bienfaisance par la charité publique, ou des individus secourus à domicile par celle-ci.

einer andern Gemeinde als derjenigen, wo er seine Erklärung abgegeben, wenn er seit vier aufeinanderfolgender Jahren, und dies ungeachtet zeitweiliger Abwesenheiten, in derselben wohnt und sich den ihm gemäß den allgemeinen Gesetzen des Landes auferlegten Lasten und Steuern unterzieht.

Art. 11. Der zum Luxemburger gewordene Ausländer kann, behufs Anwendung des Art. 6, die der Erlangung der luxemburger Nationalität vorhergegangene Aufenthaltsdauer im Lande in Anrechnung bringen.

Ist er ehelich geboren oder legitimirt, so hat er seinen Hilfswohnsitz, wofern er nicht, vermöge seines Aufenthaltes, einen eigenen im Lande erworben, dort, wo sein Vater zur Zeit seiner Geburt wohnte ; war der Vater um diese Zeit schon todt oder ist der Interessent ein uneheliches Kind, so hat letzterer seinen Hilfswohnsitz an dem Orte, wo seine Mutter zur Zeit der Geburt wohnte, und, wenn Vater oder Mutter zu dieser Zeit nicht im Großherzogthum wohnten, an dem Ort, wo er geboren ist.

II. — Aufenthalt und Abwesenheit.

Art. 12. Bei Anwendung des gegenwärtigen Gesetzes gelten als zeitweilig diejenigen An- und Abwesenheiten, deren Gesamtdauer je sechs Monate nicht übersteigt, außer dem Falle höherer Gewalt in Folge von Krankheit.

Art. 13. Die Dauer des Aufenthaltes auf dem Gebiete einer Gemeinde kommt als Wohnungs- resp. Abwesenheitszeit nicht in Betracht für die Gendarmen und Freiwilligen im aktiven Dienst, welche nicht den Offiziersgrad haben, sowie für die Grenzaufseher, welche nicht den Grad eines Zoll-einnehmers haben.

Ebenso verhält es sich mit der Aufenthaltsdauer der Gefangenen, sowie der der Regierung zur Verfügung gestellten Individuen in den Gefängnissen und andern Orten, der Irren in den Heilanstalten, sowie derjenigen Individuen, welche durch die öffentliche Armenpflege in Wohlthätigkeitsanstalten untergebracht oder durch sie im Hause unterstützt werden.

Si le temps pendant lequel ces secours à domicile ont été accordés, n'a pu être établi d'une manière directe, il y a lieu d'en déterminer l'équivalent en journées de subsistance d'après le taux officiel de la journée de travail.

Le temps d'habitation ou d'absence antérieure et postérieure à celui qui ne peut compter, aux termes des paragraphes qui précèdent, sera réuni pour former le terme des quatre ou dix années requis par les art. 6 et 27 n° 3 de la présente loi.

Art. 14. L'absence ou le séjour de l'indigent obtenu dans les conditions de l'art. 43 de la présente loi ne sera pas pris en considération pour la fixation du domicile de secours.

III. — Des secours à fournir.

Art. 15. Tout indigent, indigène ou étranger, sera, en cas de nécessité urgente, secouru provisoirement par la commune où il se trouve.

A l'exception des cas prévus à l'art. 17, ces secours restent jusqu'à concurrence de quinze francs à charge de la commune qui les a fournis ; le surplus, considéré comme secours provisoire, est remboursable comme tel, d'après les règles établies par la présente loi.

Art. 16. Si la commune où des secours provisoires sont accordés, n'est pas le domicile de secours de l'indigent, le recouvrement des frais pourra être poursuivi à la charge de la commune de ce domicile, et respectivement de la commune constituée débitrice de l'assistance due dans les prévisions spéciales de l'art. 17, sauf le recours de celle-ci à l'Etat, s'il y a lieu.

Art. 17. Les frais d'entretien et de traitement pendant les six premières semaines, en cas de maladie contractée par suite du travail ou de blessure reçue pendant et à l'occasion du travail, des domestiques à gages, des ouvriers ou apprentis travaillant pour le compte d'un patron, tombent entièrement à charge de la commune

Falls die Zeit, während welcher diese Unterstützungen im Hause gewährt wurden, nicht festgestellt werden kann, wird der Gleichwert in Unterhaltstagen, dem amtlich festgesetzten Lohn eines Arbeitstages entsprechend, bestimmt.

Die Aufenthalts- oder Abwesenheitszeit vor und nach derjenigen, welche in Gemäßheit obiger Paragraphen nicht gezählt werden kann, wird zusammengesetzt um die Frist von vier oder zehn Jahren zu bilden, welche durch die Art. 6 und 27, Nr. 3, erfordert sind.

Art. 14. Die unter den im Art. 15 beregten Umständen bewirkte An- oder Abwesenheit des Hilfsbedürftigen wird bei der Feststellung des Hilfswohnsitzes nicht berücksichtigt.

III. — Die zu leistenden Unterstützungen.

Art. 15. Jeder Hilfsbedürftige, sei er Einheimischer oder Ausländer, wird, im Falle dringender Noth, vorläufig von der Gemeinde unterstützt, in welcher er sich befindet.

Mit Ausnahme der im Art. 17 vorgesehenen Fälle, bleiben diese Unterstützungen bis zum Betrage von fünfzehn Franken zu Lasten der Gemeinde, welche sie geleistet hat ; die diesen Betrag übersteigenden Unterstützungen sind als provisorische Hilfeleistungen anzusehen und gemäß den durch gegenwärtiges Gesetz aufgestellten Regeln, rückzahlbar.

Art. 16. Ist die Gemeinde, welche provisorische Unterstützungen gewährt hat, nicht der Hilfswohnsitz des Hilfsbedürftigen, so kann die Erstattung dieser Gelder zu Lasten des Hilfswohnsitzes bezw. derjenigen Gemeinde betrieben werden, welche auf Grund der im Art. 17 vorgesehenen Sonderfälle dazu verpflichtet wird ; eintretenden Falls, unter Vorbehalt des Regresses an den Staat.

Art. 17. Wenn Diensthoten, Arbeiter oder Lehrlinge, welche auf Rechnung eines Arbeitgebers arbeiten, sich infolge der Arbeit eine Krankheit zugezogen oder während und aus Anlaß der Arbeit verwundet worden sind, so fallen deren Unterhalts- und Behandlungskosten, während der ersten sechs Wochen, ausschließlich zu Lasten der

où se trouvent la maison, l'entreprise, l'exploitation ou l'établissement industriel auxquels ces personnes sont attachées. Si le malade ou le blessé ne se trouvent pas sur le territoire de cette commune, celle-ci devra en être avertie par la commune qui avance les secours à l'indigent malade ou blessé.

Si le traitement devait durer plus de six semaines, la commune du domicile de secours devra être avertie de cette circonstance au plus tard huit jours avant l'expiration du délai de six semaines ; en cas contraire, la restitution des frais ne pourra être réclamée que pour le délai commençant huit jours avant l'avertissement donné.

Art. 18. La commune où des secours provisoires ont été accordés, sera tenue d'en donner avis directement, dans le plus bref délai, par lettre recommandée, à la commune qui est ou qu'on présume être le domicile de secours de l'indigent et respectivement de celle qui se trouve tenue de l'obligation d'assistance déterminée par l'art. 17 qui précède.

Si l'on ne peut préciser laquelle de deux ou de plusieurs communes est le domicile de secours, l'avertissement sera donné dans le même délai et dans la même forme aux administrations de ces différentes communes.

Si, malgré les diligences de l'administration de la commune où les secours sont accordés, le domicile de secours de l'indigent ne peut être immédiatement découvert, ou si les secours ont été donnés à un étranger, l'avertissement sera donné le plus tôt possible au Gouvernement et il y sera joint un exposé de la situation et tous les renseignements recueillis qui pourront faciliter les recherches.

Art. 19. A l'égard des aliénés indigents colloqués en vertu de l'art. 7 n° 3 de la loi du 7 juillet 1880, sur le régime des aliénés, la formalité de l'avertissement sera remplie de la même manière par la commune qui aura demandé la collocation.

Gemeinde, in welcher sich das Haus, das Unternehmen, der Betrieb oder die Industrieanstalt zu denen diese Personen gehören, befinden. Befindet sich der Kranke oder Verwundete nicht auf dem Gebiete dieser Gemeinde, so muß letztere hiervon seitens derjenigen Gemeinde in Kenntniß gesetzt werden, welche dem Kranken oder Verwundeten Hilfsbedürftigen die Unterstützungen vorstreckt.

Falls die Behandlung mehr als sechs Wochen dauert, muß die Gemeinde des Hilfswohnsitzes hiervon spätestens acht Tage vor Ablauf der sechsöchentlichen Frist benachrichtigt werden ; widrigenfalls beginnt die Rückzahlungspflicht erst acht Tage vor der Mittheilung.

Art. 18. Die Gemeinde, welche provisorische Unterstützungen gewährt hat, ist verpflichtet, hiervon in kürzester Frist, mittelst Einschreibebriefes, diejenige Gemeinde direkt davon in Kenntniß zu setzen, welche der anerkannte oder mutmaßliche Hilfswohnsitz des Dürftigen ist bezw. diejenige, welche gemäß Art. 17 zur Unterstützung verpflichtet ist.

Kann nicht festgestellt werden, welche von zwei oder mehreren Gemeinden der Hilfswohnsitz ist, so wird diese Mittheilung in derselben Frist und auf dieselbe Weise den verschiedenen Gemeindeverwaltungen gemacht.

Wenn trotz der Bemühungen der Gemeindeverwaltung, welche die Unterstützungen bewilligt hat, der Hilfswohnsitz nicht sogleich auffindig gemacht werden kann, oder wenn die Unterstützungen einem Ausländer bewilligt worden sind, so ist die Regierung unverzüglich davon in Kenntniß zu setzen ; ein Bericht über die Sachlage mit Angabe aller eingezogenen Erkundigungen, welche die anzustellenden Nachforschungen erleichtern können, ist dieser Mittheilung beizufügen.

Art. 19. Das gleiche Verfahren bezüglich der Mittheilung hat diejenige Gemeinde einzuschlagen, welche in Gemäßheit des Art. 7, Nr 3 des Gesetzes vom 7. Juli 1880, über das Freientwesen, die Unterbringung von Hilfsbedürftigen Irren beantragt hat.

L'Etat sera tenu des frais, en attendant que le domicile de secours soit établi ou reconnu.

Si la collocation a été ordonnée par application de l'art. 7 n° 4 ou n° 6 de la dite loi sur le régime des aliénés, ou si un individu mis à la disposition du Gouvernement a été placé au dépôt de mendicité ou à la maison de correction, le Gouvernement devra faire procéder aux formalités prévues par l'art. 18 de la présente loi.

Art. 20. A défaut d'avoir donné des avertissements de la manière déterminée et dans le délai de huit jours au plus, la commune sera déchue du droit de réclamer le remboursement de toutes les avances faites antérieurement au huitième jour précédant l'envoi de ces avertissements.

Art. 21. Si les communes qui sont présumées être le domicile de secours n'ont pas donné de réponse dans un mois, l'avertissement sera adressé au Gouvernement avec toutes les pièces justificatives tant des secours fournis que de l'accomplissement des devoirs prévus aux art. 18, 19 et 20.

Art. 22. En dehors des cas prévus par l'art. 17, le remboursement des soins médicaux fournis à un indigent pourra être réclamer à la commune du domicile de secours de celui-ci par la commune qui les aura avancés.

Si le médecin traitant reçoit un traitement fixe de cette dernière commune pour soigner tous les indigents sans distinction, ce remboursement aura lieu pour une part proportionnelle aux soins donnés.

Art. 23. Les frais relatifs à la sépulture des indigents décédés dans les hospices ou hôpitaux, dans le dépôt de mendicité ou dans les prisons, sont compris parmi les frais généraux de ces établissements.

Art. 24. Le remboursement des frais d'assistance faits en exécution de la présente loi peut être poursuivi soit à charge des personnes se-

Der Staat kommt einstweilen für die Kosten auf, bis der Unterstützungswohnsitz festgestellt oder anerkannt worden ist.

Ist die Unterbringung auf Grund des Art 7, Nr. 4 oder 6 obigen Gesetzes über das Irrenwesen erfolgt, oder ist eine der Regierung zur Verfügung gestellte Person ins Bettlerdepot oder in die Besserungsanstalt untergebracht worden, so hat die Regierung die Erfüllung der in Art. 18 des gegenwärtigen Gesetzes vorgesehenen Formalitäten zu veranlassen.

Art. 20. Die Gemeinde, welche es veräumt, die Anzeigen auf die oben angegebene Weise in spätestens acht Tagen zu machen, verliert das Recht auf Erstattung aller Unterstübungen, welche sie bis zum achten Tage vor der Zustellung dieser Anzeigen vorgestreckt hat.

Art. 21. Haben die mutmaßlichen Gemeinden des Hilfswohnsitzes in Monatsfrist keine Antwort gegeben, so wird die Anzeige mit allen Belegstücken, sowohl inbetreff der geleisteten Unterstübungen als auch bezüglich der Erfüllung der in den Art. 18, 19 und 20 vorgesehenen Bestimmungen, der Regierung eingesandt.

Art. 22. Außer den in Art. 17 vorgesehenen Fällen kann die Gemeinde, welche die ärztlichen Behandlungskosten eines Hilfsbedürftigen vorgestreckt hat, die Heimzahlung dieser Kosten von der Gemeinde seines Hilfswohnsitzes fordern.

Bezieht der Armenarzt letzterer Gemeinde ein festes Gehalt für Behandlung aller Hilfsbedürftigen ohne Ausnahme, so findet diese Heimzahlung theilweise, im Verhältnis zu der geleisteten Pflege, statt.

Art. 23. Die Begräbniskosten der in den Spitälern oder Krankenhäusern, im Bettlerdepot oder im Gefängnisse verstorbenen Hilfsbedürftigen sind in die allgemeinen Kosten dieser Anstalten mit einzurechnen.

Art. 24. Auf Erstattung der in Ausführung des gegenwärtigen Gesetzes gemachten Unterstübungsauslagen kann eingeklagt werden entweder

courues, soit à charge de ceux qui leur doivent des aliments. Il peut être également poursuivi à charge de ceux qui sont responsables de la blessure ou de la maladie qui a nécessité l'assistance ou à charge des sociétés ou caisses d'assurance auxquelles l'indigent secours participe.

Ces actions se prescrivent par trois ans.

Les recours en question pourront aussi être exercés par l'État, si l'État doit intervenir dans les frais d'assistance.

Art. 25. L'action en recouvrement des frais d'assistance qui sont prévus par la présente loi, sauf ceux dont il est fait mention à l'article précédent, est prescrite un an après la date de l'envoi des états de débours. Cette prescription est interrompue par toute reconnaissance annuelle ou par toute réclamation faite annuellement conformément à la présente loi.

Art. 26. Lorsque les personnes qui doivent les aliments à un aliéné ou à un épileptique reçu dans un hospice en vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité compétente, sans être dans l'indigence, se trouvent cependant dans une position telle que les frais d'entretien du malade, s'ils restent entièrement à leur charge durant une série d'années, sont de nature à leur imposer des sacrifices excessifs, l'administration communale pourra, sous l'approbation du directeur général du service afférent, traiter avec la famille du malade. Dans ce cas, cette dernière supportera une partie des frais d'entretien proportionnés à ses ressources et pour le restant l'État et la commune interviendront conformément à la présente loi.

IV. — De l'intervention de l'État dans les frais de l'assistance publique.

Art. 27. L'État interviendra, selon les proportions indiquées par l'art. 29, dans le paiement des frais d'entretien et de traitement :

die unterstützten Personen oder diejenigen, welchen deren Unterhaltspflicht obliegt. Diese Beitreibung kann ebenfalls zu Lasten derjenigen erfolgen, welche für die Verwundung oder Krankheit, durch die eine Hilfeleistung benötigt worden, verantwortlich sind, oder auch zu Belast der Gesellschaften oder Versicherungskassen, an welchen der Hilfsbedürftige Theil nimmt.

Diese Klagen verjähren mit drei Jahren.

Die Klagen können auch durch den Staat angestrengt werden, sobald er für einen Theil der Hilfsleistung aufkommen muß.

Art 25. Klagen auf Erstattung der im gegenwärtigen Gesetz vorgesehenen Unterstützungsgelder, mit Ausnahme der im vorhergehenden Artikel erwähnten, verjähren ein Jahr nach dem Tage der Zustellung der Kostenrechnungen. Die Verjährung wird unterbrochen durch jede jährlich wiederholte Anerkennung oder Forderung der Schuld gemäß dem gegenwärtigen Gesetz.

Art. 26. Wenn die Personen, die zu Alimenten gegen einen von Amtswegen und durch die zuständige Behörde untergebrachten Irren oder Fallächtigen verpflichtet sind, ohne dürftig zu sein, sich in einer solchen Vermögenslage befinden, daß die Unterhaltskosten des Kranken, wenn sie dieselben eine Reihe von Jahren allein zu tragen hätten, ihnen übermäßige Opfer auferlegen würden, so kann die Gemeindeverwaltung unter Gutheißung des zuständigen Generaldirektors mit der Familie des Kranken ein Abkommen treffen. In diesem Fall trägt die Familie im Verhältnis zu ihren Mitteln einen Theil der Unterhaltskosten, und für den Rest treten Staat und Gemeinde gemäß gegenwärtigem Gesetz ein.

IV. — Betheiligung des Staates an den Kosten der öffentlichen Armenpflege.

Art. 27. Der Staat theiligt sich in dem durch Art. 29 angedeuteten Maße an den Unterhalts- und Verpflegungskosten :

1° des indigents dont le domicile de secours est réglé par l'al. 3 ou par l'al. 4 de l'art. 2 ci-dessus ;

2° des enfants trouvés nés de père ou mère inconnus ;

3° des indigents qui, nonobstant des séjours momentanes, auront été volontairement absents pendant plus de dix années consécutives de la commune de leur domicile de secours, et sans en avoir acquis un autre en vertu de l'art. 6 de la présente loi ;

4° des indigents infirmes âgés de soixante-cinq ans accomplis ;

5° des orphelins indigents et enfants abandonnés placés dans un établissement spécial jusqu'à l'âge de quinze ans accomplis ;

6° des aliénés, des épileptiques, des aveugles, des sourds-muets indigents ;

7° des vagabonds, mendiants et autres individus mis à la disposition du Gouvernement par décision d'une juridiction répressive, en vertu des art. 342 à 347, 563, n° 6 du Code pénal, de la loi du 4 juillet 1843, sur la séquestration, et de l'arrêté royal du 3 février 1815.

Art. 28. L'entretien et le traitement des indigents dont le domicile de secours n'a pu être découvert, sont à charge de l'Etat.

Art. 29. Les frais d'entretien ou d'assistance des individus dont mention à l'art. 27 seront répartis entre les diverses sections composant la commune qui a la charge d'entretien, au marc le franc de leurs contributions foncière et mobilière réunies.

La part à supporter par l'Etat dans le paiement de ces frais sera :

1° de 80 pCt. du contingent incombant aux sections d'après les bases ci-dessus, si, pendant l'exercice qui a précédé l'année de l'entretien, les centimes additionnels aux contributions perçus pour compte de la section, y compris les centimes de majoration perçus par les communes pour la voirie vicinale, se sont élevés à plus de 50 pCt. ;

1° der Hilfsbedürftigen, deren Hilfswohnitz durch obigen Art. 2, Absatz 3 oder 4, geregelt ist ;

2° der Findelkinder, deren Vater oder Mutter unbekannt sind ;

3° der Hilfsbedürftigen, welche, abgesehen von momentanen Abwesenheiten, freiwillig mehr als zehn aufeinanderfolgende Jahre von der Gemeinde ihres Hilfswohnitzes abwesend waren, und ohne gemäß Art. 6 gegenwärtigen Gesetzes einen andern Hilfswohnitz erworben zu haben ;

4° der hilfsbedürftigen Siechen, welche das fünf- undsechzigste Lebensjahr zurückgelegt haben ;

5° der dürftigen Waisen und verlassenen Kinder, welche bis zum zurückgelegten fünfzehnten Lebensjahre in einem Waisenhaus untergebracht sind ;

6° der dürftigen Irren, Epileptiker, Blinden und Taubstummen ;

7° der Vagabunden, Bettler und anderer Individuen, welche durch Beschluß einer repressiven Gerichtsbarkeit der Regierung zur Verfügung gestellt sind, in Gemäßheit der Art. 342 bis 347, 563, Nr. 6 des Strafgesetzbuches, des Gesetzes vom 4. Juli 1843 über die Sequestration, und des Königl. Beschlusses vom 3. Februar 1815.

Art. 28. Die Unterhalts- und Verpflegungskosten der Hilfsbedürftigen, deren Hilfswohnitz nicht ermittelt werden kann, sind zu Belast des Staates.

Art. 29. Die Unterhalts- oder Unterstützungskosten der in Art. 27 erwähnten Hilfsbedürftigen, werden auf die verschiedenen Sectionen der Gemeinde, welcher der Unterhalt obliegt, im Verhältniß der Gesamtsumme ihrer Grund- und Mobiliensteuer vertheilt.

Der Antheil des Staates an diesen Kosten beträgt :

1° 80 pCt. von dem den Sectionen nach obiger Maßgabe obliegenden Contingent, wenn im Vorjahre die Zuschlagcentimen zu den für Rechnung der Section erhobenen Steuern, einschließlich der im Interesse des Wegebauwes von den Gemeinden erhobenen Majorationscentimen, sich auf mehr als 50 pCt. belaufen haben ;

2° de 65 pCt., si les centimes additionnels se sont élevés à plus de 25 pCt., sans dépasser 50 pCt. ;

3° de 50 pCt., si les centimes additionnels se sont élevés de 1 à 25 pCt. inclusivement ;

4° de 35 pCt., si la section n'a pas prélevé d'imposition communale.

Les habitants de la ville de Luxembourg sont censés payer, à raison de leur octroi, une imposition communale de 20 pCt.

A l'égard des communes ayant des fondations spéciales, des hospices civils ou des bureaux de bienfaisance, dotés ensemble de revenus propres supérieurs à 500 fr., la part contributive de l'Etat, prévue aux n° 1 à 6 incl. de l'art. 27, sera réduite dans la proportion existant entre le montant total des dépenses exposées dans l'intérêt de la bienfaisance en général et le montant de ces revenus propres.

Art. 30. L'Etat contribuera, d'après les bases qui précèdent, aux frais incombant aux communes du chef du rapatriement d'individus appartenant aux catégories susdénommées, ainsi que de leur séjour dans les établissements publics de l'étranger.

Art. 31. Lorsque des secours ont été accordés à un étranger en vertu de l'art. 15, mais en dehors des prévisions dont s'occupent l'art. 15 § 2 et l'art. 17, l'Etat supportera ces frais d'assistance.

Cependant, si l'étranger a résidé au moins pendant trois mois dans la commune qui a fourni les secours, cette commune doit supporter deux cinquièmes des frais exposés par elle.

Art. 32. La commune qui se sera reconnue ou aura été déclarée définitivement domicile de secours, doit, après cette reconnaissance ou après la notification de la décision, faire connaître dans les huit jours au Gouvernement qu'il y a lieu à l'intervention de l'Etat, conformément à l'art. 27.

Elle joindra toutes les pièces justifiant l'intervention de l'Etat.

2° 65 pCt., wenn die Zuschlagscentimen sich auf mehr als 25 pCt. belaufen haben, ohne jedoch 50 pCt. zu übersteigen ;

3° 50 pCt., wenn die Zuschlagscentimen sich auf 1 bis einschließlich 25 pCt. belaufen haben ;

4° 35 pCt., wenn die Sektion keine Gemeindeaufgabe erhoben hat.

Für die Einwohner der Stadt Luxemburg wird die Octroisteuer als gleichbedeutend mit einer Gemeindeaufgabe von 20 pCt. angesehen.

Zubetreff der Gemeinden mit besonderen Stiftungen, Bürgerhospizen oder Armenbüreaux, welche insgesamt ein Jahreseinkommen von über 500 Fr. haben, wird der unter Nr. 1 bis 6 einschließlich des Art. 27 festgesetzte Antheil des Staates vermindert in dem Verhältniß des Gesamtbetrages der im Interesse der Armenpflege im Allgemeinen gemachten Auslagen zu dem Betrag der besagten Jahreseinkommen.

Art. 30. Der Staat trägt ebenfalls, nach obiger Maßgabe, zu den Kosten bei, welche den Gemeinden aus der Wiederaufnahme in die Heimath, sowie aus dem Aufenthalt in ausländischen Wohlthätigkeitsanstalten, von den oben bezeichneten Kategorien angehörigen Personen erwachsen.

Art. 31. Sind einem Ausländer auf Grund des Art. 15, jedoch außerhalb der in Art. 15 § 2 und Art. 17 vorgesehenen Fälle, Unterstützungen bewilligt worden, so übernimmt der Staat diese Kosten.

War aber der Ausländer zum mindesten während drei Monate in der Gemeinde, welche die Unterstützungen geleistet hat, wohnhaft, so hat diese Gemeinde zwei Fünftel der von ihr gemachten Auslagen zu tragen.

Art. 32. Die Gemeinde, welche definitiv als Hilfswohnsitz anerkannt oder erklärt worden ist, muß, nach dieser Anerkennung oder Zustellung der Entscheidung innerhalb acht Tage der Regierung anzeigen, daß der Staat, in Gemäßheit des Art. 27, für einen Theil der Kosten aufzukommen hat.

Sie fügt alle Belegstücke bei, welche die Be-theiligungspflicht des Staates beweisen.

Si l'avis est donné après le délai indiqué, l'État ne sera tenu d'intervenir dans les frais d'assistance qu'à partir de la huitaine précédant la demande en intervention.

V. — Du paiement des frais avancés.

Art. 33. Les avances faites à titre de secours seront remboursées par la commune débitrice, sur la présentation d'un état de débours.

La taxe de cet état sera demandée, à peine de déchéance, dans le mois de la présentation. Elle sera faite par le Gouvernement ou par son délégué spécial.

Art. 34. A défaut de paiement dans les trois mois de la présentation de l'état de débours ou dans le mois de la notification de la décision intervenue sur la demande de taxe, un intérêt de 4 pCt. est dû sur les sommes à rembourser, à moins que l'administration débitrice n'ait obtenu du Gouvernement un délai de paiement.

Art. 35. Le tarif pour le remboursement des frais d'entretien des indigents admis dans les maisons de santé, les hospices ou hôpitaux, tant privés que publics, est arrêté au commencement de l'année par le Gouvernement pour toute la durée de l'année.

Le prix d'entretien sera calculé sur les dépenses réelles de l'avant-dernière année écoulée.

Art. 36. Si le domicile de secours ne peut être découvert, la commune où l'indigent a été secouru est à considérer provisoirement comme domicile de secours.

Si le domicile de secours est découvert ou si une commune qui n'y était pas tenue, a remboursé les frais d'assistance, le remboursement pourra être réclamé à charge du véritable domicile pour les cinq années antérieures à l'avertissement donné dans les formes et les délais prescrits par les art. 18, 19 et 20.

Wird diese Anzeige nach Ablauf der festgesetzten Frist erstattet, so beginnt die Betheiligungspflicht des Staates an den Unterstützungskosten erst acht Tage vor dem diesbezüglichen Gesuche.

V. — Zahlung der vorgestreckten Kosten.

Art. 33. Die zum Zwecke der Unterstützung gemachten Vorschüsse sind durch die unterstützungspflichtige Gemeinde, auf Vorzeigung einer Kostenrechnung, zu erstatten.

Die Taxirung dieser Kostenrechnung ist binnen Monatsfrist vom Tage der Vorzeigung an gerechnet, zu beantragen und zwar bei Strafe des Verfalls. Sie wird von der Regierung oder von dem eigens dazu Delegirten vorgenommen.

Art. 34. Falls die Zahlung binnen drei Monaten nach Vorlegung der Kostenrechnung oder binnen Monatsfrist nach Zustellung des auf das Taxirungsgesuch hin erfolgten Entscheids nicht erfolgt ist, und der hilfspflichtigen Gemeinde von der Regierung keine Verlängerung der Zahlungsfrist bewilligt worden, werden von den zu erstattenden Summen Zinsen zu 4 pCt. geschuldet.

Art. 35. Der Tarif für die Erstattung der Unterhaltskosten der in den privaten und öffentlichen Krankenhäusern, Hospizien und Spitälern aufgenommenen Hilfsbedürftigen wird von der Regierung zu Beginn des Jahres für die ganze Dauer desselben festgestellt.

Der Unterhaltspreis wird nach den wirklichen Auslagen des vorletzten Jahrganges berechnet.

Art. 36. Wenn der Hilfswohnsitz nicht ermittelt werden kann, so ist diejenige Gemeinde, in welcher der Hilfsbedürftige unterstützt worden ist, vorläufig als Hilfswohnsitz zu betrachten.

Ist der Hilfswohnsitz ermittelt, oder hat eine Gemeinde, ohne dazu verpflichtet zu sein, die Unterstützungskosten erstattet, so kann zu Belastung des wirklichen Hilfswohnsitzes die Erstattung gefordert werden, und zwar für die fünf Jahre, welche der in den durch Art. 18, 19 und 20 vorgeschriebenen Formen und Fristen erfolgten Benachrichtigung vorhergehen.

Ce remboursement partiel pourra être également réclamé dans les mêmes conditions, lorsque le domicile de secours des personnes visées à l'art. 5 est découvert.

VI. — Du renvoi de l'indigent dans sa commune.

Art. 37. L'indigent secouru provisoirement sera renvoyé dans la commune où il a son domicile de secours, si celle-ci en fait la demande par lettre recommandée.

Le Gouvernement pourra requérir le renvoi, dans l'établissement qu'il désignera, des indigents dont les frais d'assistance sont pour une partie à charge de l'État.

Art. 38. Si, nonobstant cette demande de renvoi, la commune du séjour de l'indigent continue les secours, ceux-ci resteront à sa charge, à moins qu'il n'y ait lieu d'appliquer l'art. 39.

Art. 39. Le renvoi pourra être différé lorsque l'état de l'indigent l'exigera.

Le renvoi réclamé par la commune du domicile de secours pour n'avoir pas lieu, si l'indigent est admis ou doit être traité dans un hospice ou institut spécial qui n'existerait pas dans la commune.

Le certificat du médecin qui aura constaté ces circonstances, doit être communiqué en copie par lettre recommandée à la commune du domicile de secours.

VII. — Des contestations.

Art. 40. Toutes les contestations relatives au domicile de secours sont décidées, à la requête de la partie la plus diligente, par le Gouvernement ou par un conseiller de Gouvernement délégué.

Art. 41. Les communes sont tenues de faire parvenir les renseignements demandés par l'autorité supérieure, dans le délai d'un mois. Elles pourront demander avant l'expiration de ce délai une prorogation, en faisant connaître les motifs qui justifient le retard.

Diese theilweise Erstattung kann ebenfalls unter denselben Bedingungen verlangt werden, wenn der Hilfswohnsitz der unter Art. 5 berechneten Personen ermittelt ist

VI. — Rückweisung des Hilfsbedürftigen in seine Gemeinde.

Art. 37. Der vorläufig unterstützte Hilfsbedürftige wird in die Gemeinde seines Hilfswohnsitzes überführt werden, wenn letztere dies durch Einschreibebrief verlangt.

Die Regierung kann die Ueberführung der Hilfsbedürftigen, deren Unterstützungskosten dem Staate theilweise zur Last fallen, in die von ihr bezeichnete Anstalt verlangen.

Art. 38. Wenn ungeachtet dieses Ueberführungsgesuches die Gemeinde, in welcher sich der Hilfsbedürftige aufhält, fortfährt diesem Unterstützung zu gewähren, so fallen diese, vorbehaltlich der Anwendung des Art. 39, jener Gemeinde zur Last.

Art. 39. Die Ueberführung kann aufgeschoben werden, wenn der Zustand des Hilfsbedürftigen es erfordert.

Die von der Gemeinde des Hilfswohnsitzes verlangte Ueberführung kann unterbleiben, wenn der Hilfsbedürftige in einem Spital oder Spezialinstitut Aufnahme gefunden oder behandelt werden muß, welches nicht in der Gemeinde besteht.

Das diese Umstände bestätigende ärztliche Zeugniß muß der Gemeinde des Hilfswohnsitzes mittelst Einschreibebriefes in Abschrift mitgetheilt werden.

VII. — Streitigkeiten.

Art. 40. Alle den Hilfswohnsitz betreffende Streitigkeiten werden, auf Betreiben der besitzenden Partei, von der Regierung oder einem von derselben beauftragten Regierungsrath entschieden.

Art. 41. Die Gemeinden sind gehalten, der Oberbehörde binnen Monatsfrist die verlangten Aufschlüsse zukommen zu lassen. Vor Ablauf dieser Frist können dieselben unter Angabe der Gründe, welche die Verzögerung rechtfertigen, eine Verlängerung derselben verlangen.

Si les renseignements demandés n'ont pas été fournis à l'expiration des délais fixés, le Gouvernement pourra procéder à telle instruction qu'il jugera convenir, ou passer outre à la décision, qui aura le caractère d'une décision contradictoire.

Les frais d'instruction occasionnés par le silence de la commune intéressée resteront à sa charge, quelque soit le résultat de la décision intervenue.

Art. 42. Il sera procédé aux enquêtes par la personne qui aura été déléguée à cet effet par le Gouvernement.

Les témoins sont entendus sous la foi du serment. Les personnes qui refuseraient de comparaître ou de déposer, sont passibles des peines comminées par l'art. 80 du Code d'instruction criminelle.

Art. 43. Un recours au Conseil d'État, comité du contentieux, est ouvert contre les décisions intervenues conformément aux dispositions en vigueur.

Cependant, lorsque la contestation concerne exclusivement la taxe des débours faite au vœu de l'art. 33, le recours n'est recevable que pour autant que la somme réclamée ou taxée est au moins de trois cents francs.

Art. 44. Lorsqu'une décision fixant le domicile de secours ou le montant de la taxe est passée en force de chose jugée, et que malgré l'invitation aucune délibération du conseil communal réglant le mode de remboursement des frais d'assistance ou d'entretien en question n'est intervenue dans le délai d'un mois, ces frais seront liquidés, sans autre formalité, sur le fonds des dépenses communales, à charge de la commune du domicile de secours, sans préjudice de la part pouvant éventuellement en incomber à l'État.

VIII. — Pénalités.

Art. 45. Quiconque, dans l'intention de soustraire une commune aux charges que la présente

Wenn nach Ablauf der festgesetzten Fristen die verlangten Aufschlüsse nicht beigebracht worden sind, so kann die Regierung eine ihr als geeignet erscheinende Untersuchung einleiten oder kurzweg die Entscheidung treffen, welche contrabätrischen Charakter hat.

Die durch das Schweigen der beteiligten Gemeinde verursachten Untersuchungskosten verbleiben zu deren Lasten, welches auch das Ergebnis der erfolgten Entscheidung sei.

Art. 42. Die Untersuchungen werden durch die von der Regierung zu diesem Behufe beauftragte Person vorgenommen.

Die Zeugen werden eidlich vernommen. Diejenigen Personen, welche sich weigern zu erscheinen oder Aussagen zu machen, verfallen den unter Art. 80 der Criminalprozeßordnung vorgesehenen Strafen.

Art. 43. Gegen die in Gemäßheit der bestehenden Bestimmungen erfolgten Entscheidungen ist Berufung beim Staatsrathe, Ausschuss für Streitfachen, zulässig.

Betrifft jedoch die Streitsache ausschließlich die nach Art. 33 vorgenommene Taxirung der Ausgaben, so ist die Berufung nur dann statthaft, wenn der verlangte oder taxirte Betrag sich auf die Summe von mindestens dreihundert Franken beläuft.

Art. 44. Wenn eine den Hilfswohnfig oder den Betrag der Taxe festsetzende Entscheidung rechtskräftig geworden ist, und trotz der an ihn ergangenen Aufforderung der Gemeinderath binnen Monatsfrist keine Berathung genommen hat, welche den Erstattungsmodus der in Frage kommenden Unterstützungs- oder Unterhaltskosten regelt, so werden diese Kosten ohne weiteres auf den Gemeindeausgabenfonds liquidirt, zu Belast der Gemeinde des Hilfswohnfiges, unbeschadet des eventuell auf die Staatskasse entfallenden Antheils.

VIII. — Strafbestimmungen.

Art. 45. Derjenige, welcher unmittelbar oder mittelbar, vermittelt Versprechen, Drohungen,

loi impose, aura, directement ou indirectement, par des promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machination ou artifice coupable, amené un individu à quitter le territoire d'une commune, ou à y rester, sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Art. 46. Sera puni d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cent francs, celui qui se sera déchargé sur l'assistance publique des obligations qui lui sont imposées par les art. 203, 205, 206 et 212 du Code civil, soit qu'il ait refusé de remplir ces obligations alors qu'il est en état de le faire, soit que, par suite d'ivrognerie ou de débauche habituelle, il se trouve dans l'impossibilité de les remplir.

Dans les mêmes circonstances, la peine prévue par l'alinéa 1^{er} sera prononcée contre celui des époux qui sera en défaut de fournir à l'autre l'alimentation et l'habitation auxquelles il est tenu, soit en vertu de la loi, soit en exécution de décisions judiciaires.

Art. 47. Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, à l'exception des §§ 2 et 3 de l'art. 72 et des §§ 2, 3 et 4 de l'art. 76, ainsi que celles de la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et aux tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

IX. — Dispositions diverses.

Art. 48. L'étranger n'a droit à aucun avantage ou émolument communal aussi longtemps qu'il n'a pas été admis à se fixer dans le Grand-Duché de la manière énoncée à l'art. 10, ou qu'il n'a pas acquis la qualité de Luxembourgeois.

Art. 49. Ceux qui antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi ont été admis à participer aux secours publics dans une commune, y conservent leur domicile de secours.

Mißbrauch seines Amtes oder seiner Gewalt, strafbarer Mänke und Kunstgriffe ein Individuum veranlaßt hat, eine Gemeinde zu verlassen oder zu bewohnen, um eine Gemeinde den aus gegenwärtigem Gesetze ihr erwachsenden Lasten zu entziehen, wird mit einer Buße von fünfzig bis fünfhundert Franken bestraft, unbeschadet des etwaigen Schadenersatzes

Art. 46. Mit einer Gefängnißstrafe von einem bis sechs Monaten und mit einer Geldbuße von 26 bis 100 Franken wird bestraft, wer die öffentliche Armenpflege mit Verpflichtungen belastet, welche ihm durch Art. 203, 205, 206 und 212 des Civilgesetzbuches auferlegt sind, sei es, daß er diesen Verpflichtungen nicht nachkommt, trotzdem er dazu im Stande ist, sei es, daß er durch Trunksucht oder durch gewohnheitsmäßige Ausschweifungen in die Unmöglichkeit gesetzt wird, denselben nachzukommen.

Unter denselben Umständen wird die durch vorstehenden Absatz vorgesehene Strafe auch über denjenigen Ehegatten verhängt, welcher dem andern die Nahrung und Wohnung nicht gewährt, zu welcher er gemäß dem Gesetze oder einem richterlichen Spruche gehalten ist.

Art. 47. Die Bestimmungen des I. Buches des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme der §§ 2 und 3 des Art. 72 und der §§ 2, 3 und 4 des Art. 76, sowie diejenigen des Gesetzes vom 18. Juni 1879, wodurch die Berücksichtigung der mildernden Umstände den Gerichten vorbehalten wird, finden auf die durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Zuwiderhandlungen Anwendung.

IX. — Verschiedene Bestimmungen.

Art. 48. Der Ausländer hat kein Recht auf irgend einen Gemeindevorteil oder Gemeindevorteil, so lange er nicht in der im Art. 10 bestimmten Weise zur Niederlassung im Großherzogthum ermächtigt ist, oder die Eigenschaft eines Luxemburgers erworben hat.

Art. 49. Diejenigen, welche vor Inkrafttretung des gegenwärtigen Gesetzes zur Theilnahme an der öffentlichen Armenpflege in einer Gemeinde zugelassen worden sind, behalten in derselben ihren Hilfswohnsitz bei.

Art. 50. La loi du 4 juillet 1843, sur le domicile de secours, la loi du 26 juin 1874, sur les frais d'entretien des aliénés et épileptiques indigents, l'arrêté royal du 6 novembre 1822, relatif aux frais d'entretien des enfants trouvés, et toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogés.

Art. 51. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1898.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 28 mai 1897.

*Le Directeur général
des travaux publics,
CH. RISCHARD.*

ADOLPHE.

Avis. — Stage judiciaire.

Par arrêté grand-ducal du 29 mai et., ont été nommés membres du jury prévu par l'art. 1^{er} de la loi du 23 août 1882, sur le stage judiciaire: MM. Joseph Rischard, conseiller à la Cour supérieure de justice; Mergen, conseiller honoraire à la Cour supérieure de justice, président du tribunal d'arrondissement de Diekirch; Schlessler, conseiller honoraire à la Cour supérieure de justice, procureur d'État à Luxembourg; Ulveling, conseiller honoraire à la Cour supérieure de justice, président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg; Alexis Bras-seur, père, avocat-avoué à Luxembourg.

Ont été nommés membres suppléants du même jury: MM. Thorn, conseiller à la Cour supérieure de justice; Brincour et Risch, avocats-avoués à Luxembourg.

Luxembourg, le 29 mai 1897.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Art. 50. Das Gesetz vom 4. Juli 1843, über den Hilfswohnort, das Gesetz vom 26. Juni 1874, über die Unterhaltskosten der irrsinnigen und fallüchtigen Hilfsbedürftigen, der Königl. Beschluß vom 6. November 1822, betreffend die Unterhaltskosten der Findelkinder, sowie alle dem gegenwärtigen Gesetze zuwiderlaufenden Bestimmungen sind aufgehoben.

Art. 51. Gegenwärtiges Gesetz soll mit dem 1. Januar 1898 in Kraft treten.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 28. Mai 1897.

*Der General-Director
der öffentlichen Arbeiten,
R. R i s c h a r d.*

ADOLPH.

Bekanntmachung. — Gerichtliche Stage.

Durch Großh. Beschluß vom 29. Mai et. sind zu Mitgliedern der durch Art. 1 des Gesetzes vom 23. August 1882 vorgesehenen Prüfungs-Commission für die gerichtliche Stage ernannt: die H. H. Joseph Rischard, Obergerichtsrath; Mergen, Ehrenobergerichtsrath und Präsident des Bezirksgerichtes zu Diekirch; Schlessler, Ehrenobergerichtsrath und Staats-Anwalt zu Luxemburg; Ulveling, Ehrenobergerichtsrath und Präsident des Bezirksgerichtes zu Luxemburg; Brassieur Alexis, Vater, Advokat-Anwalt zu Luxemburg.

Zu Ergänzungsmitgliedern derselben Commission sind ernannt worden: die H. H. Thorn, Obergerichtsrath; Brincour und Risch, beide Advokat-Anwalt zu Luxemburg.

Luxemburg, den 29. Mai 1897.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.*

Avis. — Timbre des polices d'assurances.

Il est porté à la connaissance du public que la compagnie d'assurance sur la vie, dite «*Preussische Lebensversicherungs-Actien-Gesellschaft*», établie à Berlin, a contracté l'abonnement au timbre prévu par l'art. 10 de la loi du 25 janvier 1872 pour les polices et contrats à souscrire pendant une année à partir du 24 décembre 1894.

Cet abonnement se renouvellera par tacite réconduction d'année en année, à moins de dénonciation trois mois avant la fin de l'année en cours.

La présente publication est faite conformément à l'art. 13 de la loi précitée.

Luxembourg, le 27 mai 1897.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal en date de ce jour, **M. F. Jacques**, juge à Diekirch, a été nommé juge d'instruction près le tribunal d'arrondissement au même lieu.

lux. le 29 mai 1897.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Bekanntmachung. — Stempel der Versicherungs-Policeen.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß die Lebensversicherungs-Gesellschaft, genannt „*Preussische Lebensversicherungs-Aktien-Gesellschaft*“, mit dem Sitze zu Berlin, das durch Art. 10 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 vorgesehene Stempelabonnement für die während einem Jahre vom 24. Dezember 1894 ab zu unterschreibenden Policeen und Contracte eingegangen hat.

Die Erneuerung dieses Abonnements geschieht stillschweigend von Jahr zu Jahr, es sei denn, daß die Kündigung drei Monate vor Ende des betreffenden Jahres stattfindet.

Gegenwärtige Bekanntmachung soll dem Art. 13 des vorbezeichneten Gesetzes Genüge leisten.

Luxemburg, den 27. Mai 1897.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom heutigen Tage ist **Hr. F. Jacques**, Richter zu Diekirch, zum Untersuchungsrichter am dortigen Bezirksgericht ernannt worden.

Luxemburg, den 29. Mai 1897.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.